

FSU - UNSEN-CGT - FERC-CGT - SUD-Education SGEN-CFDT - UNSA-Education - CNT - FCPE -

Le 26 juin, s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris une réunion rassemblant des enseignants, des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des éducateurs, des collectifs, des syndicats et des organisations attachées à la défense des droits de l'homme préoccupés de la situation des sans papiers scolarisés (de la maternelle à l'université). Ils ont décidé la création d'un réseau de soutien nommé Education sans frontières.

Les syndicats, les associations de parents d'élèves, les organisations et les représentants de collectifs et d'établissements signataires appellent les enseignants et les personnels des établissements de tous niveaux à se montrer vigilants, à informer leurs élèves qu'ils sont prêts à se mobiliser pour les aider à faire régulariser leur situation. Ci-dessous, le texte de l'appel adopté le 26 juin.

Education sans frontières APPEL À LA REGULARISATION DES SANS PAPIERS SCOLARISÉS.

Bourse du Travail de Paris, le 26 juin 2004

Ces derniers mois, les personnels, les parents et les élèves d'établissements scolaires ont obtenu de haute lutte la régularisation d'élèves et de parents d'élèves sans papiers que des lois iniques menaçaient d'expulsion. Des élèves que rien n'aurait distingué de leurs camarades si leurs vies n'avaient été gâchées depuis leur majorité par le refus des autorités de leur accorder le titre de séjour leur permettant de vivre normalement avec leurs familles. La mobilisation des personnels, des élèves et des parents, de leur quartier, les relais qu'ils ont su trouver auprès de personnalités locales et nationales, de centaines d'anonymes aussi, l'écho que la radio, la télévision et la presse ont parfois donné à leur action ont permis d'arracher ces jeunes à la clandestinité. Tout est bien qui finit bien pour ceux-là.

Pourtant, pour quelques cas résolus, des milliers d'autres jeunes, d'enfants, des d'étudiants également subissent, eux aussi, le drame de la privation du droit à une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion pratiquée dans des conditions souvent honteuses, l'angoisse d'un avenir bouché par la privation du droit de poursuivre des études supérieures, de travailler, d'avoir un logement, de bénéficier de la Sécurité sociale, etc. Bref, d'être condamnés au dénuement et aux conditions de vie indignes auxquels sont réduits les sans-papiers.

Il est inconcevable d'imaginer nos élèves, les copains de nos enfants, menottés, entravés, bâillonnés et scotchés à leurs sièges d'avion pendant que leurs camarades étudieraient paisiblement Eluard (« J'écris ton nom, Liberté ») ou Du Bellay (« France, mère des arts, des armes et des lois ») ; et que, sans trembler, on effacerait des listes les noms et prénoms des bannis.

Il est du devoir des enseignants, des personnels des établissements scolaires, des élèves eux-mêmes et de leurs parents mais aussi des associations (parents d'élèves, défense des droits de l'homme, anti-racistes) et des organisations syndicales et autres d'agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrait leur vie.

Agir pour les élèves concernés eux-mêmes, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques : exilés, ayant parfois perdu un de leurs parents et traversé nombre d'épreuves. Il ne faut pas ajouter

aux tragédies que sont les biographies de certains d'entre eux l'angoisse d'être expulsés d'un pays où ils avaient cru trouver un refuge.

Mais agir aussi pour faire la démonstration aux yeux de nos élèves et de nos enfants, que les discours sur les « valeurs » ne sont pas des mots creux. Il est du devoir de tous ceux qui ont une mission éducative, à commencer par les personnels de l'Education et les parents, de montrer à la jeune génération qu'on dit sans repères, que la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens. Et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables.

Agir, enfin avec les jeunes eux-mêmes. Qui, s'ils sont associés à des combats justes, renoueront avec des traditions de solidarité, de combat collectif qui leur permettront peut-être, leur vie durant, de faire en sorte que le monde dans lequel ils sont appelés à vivre soit ouvert à tous.

Adultes et jeunes des établissements scolaires constituent une force. Elle doit peser pour que cesse la situation d'exclusion que vivent les élèves sans papiers.

Nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans papiers scolarisés, à l'échelle nationale (voire à l'échelle européenne).

Nous appelons toutes celles et tous ceux, jeunes sans papiers scolarisés, enseignants, personnels d'éducation, parents d'élèves, élèves et étudiants, juristes et avocats, mais aussi organisations syndicales, associations, partis attachés à combattre l'injustice et enfin tous ceux que révolte l'oppression

à s'associer à cet appel,

à le reproduire,

à le faire circuler

à entrer en contact avec nous.

Et, dès la rentrée 2004,

à recenser les jeunes en difficulté,

à constituer des équipes qui les aident

à peser de tout le poids du milieu scolaire pour mettre un terme à des situations insupportables.

EDUCATION SANS FRONTIERES

Etablissements, écoles, collectifs représentés : Lycée Jean-Jaurès (Châtenay-Malabry – 92), Collectif Unitaire de Défense des Elèves, Etudiants et Enseignants étrangers (Académie de Créteil), Comité de soutien des enfants tchétchènes de l'école Baudelaire - Paris 12, Lycée Suger (St-Denis), Lycée Jean-Macé (Vitry), LP Gustave Eiffel (Massy), LP Florian Sceaux (92), CISéé (Lycée Utrillo, Stains-93), Comité de défense des droits des Sans papiers 59.

Organisations signataires : FSU, FERC-CGT, UNSEN-CGT, SUD-Education, CNT, SGEN-CFDT, UNSA-Education, FCPE, LDH, MRAP, GISTI, CIMADE, FASTI, RAJFIRE, Cinquième zone, Emancipation, Ecole Emancipée, SUD-Culture, SUD-PTT, G10 Solidaires Paris, ATTAC-France, Syndicat de la Magistrature, Collectif des Sans-Papiers Kabyles de France (CSPK), RCTS, 3ème Collectif des Sans Papiers de Paris, SUB TERRA a.s.b.l., Association En-Temps (service des mineurs étrangers isolés), Section française de Défense des Enfants, AMF (Association des Marocains en France), Réseau chrétien Immigrés (RCI), UNL (Union Nationale Lycéens), Association Intercapa Solidarité Etudiants Etrangers, Club UNESCO Terre Bleue (Charenton –94), Journal A Contre Courant politique et syndical (Mulhouse), Collectif Cetace (Créteil), Association Sar-Phirdem, "Faut qu'on s'active !" (Boulogne sur mer), Groupe contre la criminalisation des familles de l'AITEC (Association Internationale des Techniciens, experts et Chercheurs), AdN (Association pour la démocratie à Nice), Association Française Janusz Korczak (AFJK), SUD Haute- Loire.

Soutiens : PCF, LCR, Verts, Alternative Libertaire